

# Bonnes nouvelles

(vivement les vacances !)

C'est émotion que la semaine dernière nous avons vu les départs de plusieurs dizaines de collègues en pré-retraite, en attendant une prochaine vague à la fin du mois. Parmi eux, il y avait quelques camarades à nous et ça nous touche plus évidemment. Alors nous tenons à dire que même si ce repos est largement mérité, nous regrettons de les voir partir.

**Les années de travail vécues ensemble ce sont des années de vie commune avec des conditions de travail difficiles rendues encore plus pénibles par une direction et un encadrement souvent irrespectueux. Malgré cela ou grâce à cela, des liens de bons collègues, de copains voire d'amitié se sont créés.**

Il faut dire en plus, avec tous les événements liés aux menaces sur le site et surtout liés à la formidable mobilisation collective que nous avons vécue, que les 4 dernières années ont vu de véritables liens humains se nouer.

C'est dans notre résistance, dans notre bataille pour la défense des emplois de tous que beaucoup de choses se sont jouées. Alors évidemment que les séparations sont difficiles.

**Ensembles, anciens comme les plus jeunes, nous pouvons avoir la fierté du combat que nous avons mené, d'avoir contraint Ford à revenir et à ne pas liquider le site, d'avoir fait bouger les pouvoirs publics pour éviter la catastrophe sociale, d'avoir pour le moment préservé le site et un millier d'emplois.**

Mais nous pouvons aussi regretter de ne pas avoir su ou pas avoir eu la force d'obtenir des conditions financières correctes pour les anciens. Car même si les dirigeants de Ford se vantent de leur PSE, il est indigne de faire partir des collègues qui ont travaillé plus de 35 ans avec des pensions autour de 1200 euros.

Les départs des anciens, c'est aussi des emplois qui se perdent : au moins 336. C'est, comme en 2006, un signe que l'usine s'affaiblit (nombreuses pertes de compétences) et qu'en conséquence, d'autres emplois indirects vont disparaître. Cela va coûter cher socialement dans la région. C'est le résultat d'une politique patronale que nous avons combattu. Nous limitons sérieusement la casse, ce qui nous donnera la force de continuer y compris avec les anciens.



## UN BILAN « PROVISOIRE » SUR LA QUESTION DES SALAIRES

Aucun des syndicats n'a signé l'accord proposé par la direction. C'est donc un « constat de désaccord » que la direction a finalement validé de manière unilatérale. C'est comme ça et c'est légal. La direction n'a pas besoin des signatures des syndicats pour appliquer ses « propositions ». C'est ainsi que se présente la démocratie en entreprise : le patron décide et peut très bien ne pas prendre en compte les revendications des salariés.

**Avec la CFTC, nous avons essayé de changer la donne en appelant à la grève le dernier jour de mise à la signature. Nous étions trop peu nombreux (une soixantaine !) pour obliger la direction à prendre au sérieux nos exigences de véritables augmentations de salaires.**

Résultat, nos salaires ne vont pas augmenter voire même vont diminuer car nous perdons cette année la prime de 2x8 (soit - 3,25 %). A l'extérieur, les prix s'envolent et l'inflation des mois qui viennent risquent de faire baisser rapidement notre pouvoir d'achat.

Ces derniers temps, le prix du carburant, de l'électricité ou encore de produits alimentaires ont augmenté jusqu'à plus de 20 % ! Tout le monde sait bien que la vie devient de plus en plus difficile et certains s'endettent même, ne serait-ce pour faire face aux dépenses courantes.

A côté de ça, les patrons s'en mettent plein les poches. Ford (comme beaucoup d'autres) fait des milliards de profits, les dirigeants prennent quelques millions de dollars et le discours de l'austérité n'est bon que pour les salariés de base. Il y a évidemment comme une injustice.

Pourtant, du côté des victimes de ce système économique, du côté des collègues il y a trop peu la colère. Il manque sans doute un sentiment de légitimité et une confiance dans nos forces pour agir. Il y a de la résignation, un truc comme quoi nous n'y pouvons pas grand chose, comme quoi les patrons seraient les plus forts.

**Mais il s'agira vraiment de répartir équitablement les richesses qui sont produites. Et contrairement à ce qu'on veut nous faire croire, les moyens existent largement. La productivité, la production des richesses n'ont jamais été aussi importantes. Quand la direction nous parle hypocritement d'efforts à partager, nous répondons profits à partager.**

De toute façon, c'est notre niveau de vie qui est en jeu. Ici comme partout ailleurs. Nous n'aurons pas d'autre choix que de défendre notre pouvoir d'achat. La direction impose son « accord » en solitaire aujourd'hui mais la question de l'augmentation de nos salaires reste d'actualité.

## L'AFFAIRE DRH : CLASSÉE SANS SUITE ?

Visiblement la plainte déposée contre le DRH suite à l'agression physique restera sans suite. C'est le parquet qui en a décidé ainsi.

Le fait est que l'évènement est acté. Nous avons fait en sorte qu'il y ait des traces, de cette manière, cela restera dans les mémoires mais aussi dans les registres de la gendarmerie et de la justice.

Pour nous, il était important que nous répondions à ce genre d'agissement inadmissible. Imaginons que ce soit un salarié qui agresse un membre de la direction. Que ce serait-il passé ? Sans parler de suites pénales, on peut déjà penser que le collègue aurait été licencié.

Cela montre que les « dérapages » n'ont pas les mêmes conséquences selon qu'on soit ouvrier ou patron.



## COMMISSION DE SUIVI FANTÔCHE

Tous les jeudis, la Commission de Suivi « BPI » se réunit pour valider ou pas les dossiers de collègues qui partent en volontaire. En plus des responsables BPI, de la direction, participent aussi des représentants de chaque syndicat.

**Cette commission a plus une valeur symbolique qu'autre chose. Les syndicats n'ont aucun pouvoir de décision. Ils donnent un avis. Au bout du compte, c'est la direction qui accepte ou refuse le départ. D'ailleurs, les militants CGT ne veulent pas de ce pouvoir de décision dans ce domaine n'ayant pas les moyens réels de juger si un dossier est viable ou pas.**

Nous avons mené la bataille contre les suppressions d'emplois, pour l'intérêt collectif des collègues et de la population en ce qui concerne les emplois induits.

**Aujourd'hui, nous assistons à un phénomène dangereux. En se « vidant » de 336 emplois, l'usine se fragilise et perd de sa capacité et de ses compétences encore un peu plus. D'un point de vue collectif, ces suppressions d'emplois vont coûter cher à la population. Derrière, nous le rappelons, ce sont de nouvelles pertes d'emplois indirects.**

Ceci dit, il n'est pas question pour la CGT de s'opposer aux départs « volontaires » et d'invalider des dossiers. Ce n'est pas forcément une bonne idée de partir, de fuir cette usine. Certes des collègues trouveront « mieux » mais combien vont échouer et se retrouver dans la galère ? Statistiquement, les reclassements sont catastrophiques. Cette commission veut donner l'illusion de faire les choses sérieusement. En réalité, le problème pour BPI comme pour Ford, c'est de faire partir les gens. Peu importe leur avenir. Tout cela est une sombre comédie. Bonne chance quand même à nos collègues.

## « CASQUES BLEUS » DE LA DIRECCT ?

Suite aux évènements récents (agression physique, menaces ou pression sur certains de nos camarades ou sur d'autres collègues connus pour se mobiliser régulièrement) nous avons alerté d'une part les dirigeants de Ford Europe et d'autre part l'inspection du travail.

Du côté de Ford, c'est simple, pour l'instant il n'y a pas de réponse. Du côté de la DIRECCT et l'inspectrice du travail, nous avons été informés d'une rencontre le 16 juin entre eux, la direction et nous, la CGT, pour aborder les points que nous avons soulevés.

C'est ce que nous avons proposé à l'inspection du travail, à savoir jouer un rôle de médiation dans une situation devenue très risquée. La politique de la direction (arrogance, agressions, concessions imposées, suppressions d'emplois ...) est à haut risque et peut faire dégénérer un climat déjà bien tendu depuis des années. Nous refusons en tout cas de payer les dégâts collatéraux de la politique anti-sociale de Ford.



## SOIRÉE CONCERT DE SOUTIEN

### AUX SALARIÉS DE FORESA

Il y a quelques semaines, les salariés de Foresa (usine chimique d'Ambarès) étaient en lutte pour la défense de leurs conditions de travail et pour la sécurité de l'environnement (site classé à haut risque). Face à une direction offensive et non respectueuse de certaines lois, les grévistes avaient quand même réussi à faire respecter certaines de leurs revendications. Il faut dire que les pouvoirs publics, le préfet, l'inspection du travail, la Direcct, la mairie ... étaient tous intervenus.

Des militants CGT-Ford étaient allés leur rendre visite sur le barrage devant l'usine puis avait organisé une collecte de soutien. Alors pour remercier tous ceux qui les ont soutenus pendant la grève, pour faire le point sur leur situation et pour montrer que la lutte peut encore payer, la CGT-Foresa et l'Union Locale CGT de Bassens aidées par la mairie organisent une soirée concert de soutien :

**Vendredi 10 juin 2011, à partir de 19h**

**Salle des Associations**

**(rue Paulin de Nole – Quartier St Denis)**

**Ambarès-et-Lagrave**